

POLITIQUE

redaction@sonapresse.com

LES PETITES PHRASES DE LA SEMAINE

Rassemblées par Y.F.I

Rose Christiane Ossouka Raponda, Premier ministre :

"(...) L'accès à une eau potable pour tous, aussi bien en milieu rurale, est une question vitale pour laquelle mon gouvernement continuera à œuvrer pour chercher des solutions durables".

Albertine Maganga Moussavou, représentante des Forces démocratiques et républicaines (FDR) :

"(...) En tant que femme, on va vous soutenir. Mais, ne nous faites pas honte. Ce qu'on exige des femmes est souvent supérieur à ce qu'on attend des hommes".

Axel Jesson Ayenoue, secrétaire général adjoint du Parti démocratique gabonais (PDG) :

"Nous sommes le relais de l'action du gouvernement. Mais également le moyen de pression".

Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale :

"Des Gabonaises et Gabonais se persuadent qu'un gouvernement dirigé par une femme apportera des solutions aux problèmes récurrents d'eau, d'électricité, d'habitat, d'alimentation, au besoin de la culture et des activités sportives, ainsi qu'au développement du numérique".

Lucie Milebou Abusson épouse Mboussou, président du Sénat :

"La femme de ce début du siècle n'a plus à douter de ses capacités; nos aînées, en d'autres temps, sous d'autres cieux, et aussi ici au Gabon, avec bravoure et détermination, ont mené des combats qui nous ont définitivement ouvert les portes de l'émancipation, de la révolution intelligente et tranquille, de l'école et des retombées de son apprentissage. Ces pionnières ont semé des graines et nous récoltons les fruits de leur engagement".

Alexandre Désiré Tapoyo, délégué général adjoint 1, chargé de l'Implantation et des Stratégies électorales au Centre des libéraux réformateurs (CLR) :

Mes attributions ont été suggérées à la déléguée générale par le fondateur. Ma mission est claire, dès lors que tout a été validé lors du directoire de décembre 2019 auquel avait pris part Jean-Boniface Assélé".

La Semaine

Satisfaction et regrets

LE Parlement a presque dominé l'actualité de la semaine qui s'est achevée hier. D'abord avec l'ouverture, mardi, de la seconde session de l'année. Un événement marqué par deux cérémonies, la première à l'Assemblée nationale et la deuxième au Sénat, le Parlement gabonais étant bicaméral. Puis avec la Déclaration de politique générale du Premier ministre devant l'Assemblée nationale. Rendez-vous constitutionnel qui a finalement eu lieu vendredi.

Pourquoi finalement ? Tout simplement parce qu'un débat s'est invité sur l'échéance de 45 jours au plus, accordés au Premier ministre après sa nomination, pour se présenter devant l'Assemblée nationale faire sa Déclaration de politique générale. Les uns estimant que ce délai a été dépassé par Rose Christiane Ossouka Raponda. D'autres soutenant le contraire. C'est la Cour constitutionnelle, saisie par la Première ministre, qui a tranché en décidant qu'il fallait compter lesdits 45 jours à partir de la date de la prestation de serment du gouvernement. Même si l'article 28a n'en fait pas mention. Dans tous les cas, c'est la décision de la Cour qui a prévalu. Ce qui n'a pas pour autant convaincu certains députés dont Akure Davin et Jean-Robert Ngouloungana, intervenant respectivement au nom des groupes Les Démocrates et les "Non inscrits". Ces derniers, non sans ironie, ont fait allusion à cette décision de la haute juridiction.


Qu'à cela ne tienne, c'est effectivement vendredi que la cheffe du gouvernement a décliné, devant la première Chambre du Parlement, les principaux axes de sa politique générale. Ce qui, comme le veut la loi, a été suivi d'un débat. Il faut relever la beauté et l'intérêt suscités par les échanges. Aussi bien la clarté du discours de Rose Christiane Ossouka Raponda, que l'éloquence et la pertinence des députés dans leurs interventions. Naturellement, chacun a orienté son discours en fonction de son bord politique (opposition, majorité, voire centre). Le tout agrémenté par l'humour et la justesse des transitions de Faustin Boukoubi, dans son rôle de président de séance.

In fine le jeu démocratique s'est illustré. Disposant de la majorité à l'Assemblée

nationale, la Première ministre a obtenu la confiance de ladite Chambre du Parlement. Son gouvernement et elle sont sortis de là satisfaits.

Toutefois, la beauté du débat contradictoire a fini par susciter des regrets aux allures de nostalgie. Les uns et les autres ne comprenant pas pourquoi Faustin Boukoubi et les siens ont abandonné la séance de "questions orales" au gouvernement. Cet autre rendez-vous constitutionnel qui avait commencé à donner à l'Assemblée nationale une autre image. Et par ricochet, un autre sens à notre démocratie encore en construction.

ONDOUBA'NTSIBAH



CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

DIRECTION GENERALE

COMMUNIQUE

(Portant paiement par ordre alphabétique des rentes du 3^{ème} trimestre et des pensions du mois d'août 2020 sur toute l'étendue du territoire)

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19 et en application des mesures gouvernementales y relatives, la CNSS informe ses assurés (et ayants droit) qu'elle procédera au paiement, par ordre alphabétique, des rentes du 3^{ème} trimestre et des pensions de l'échéance du mois d'août 2020.

A cet effet, le paiement par chèques au Siège et les paiements en espèces seront effectués dans les différents centres de paiements habituels, selon le calendrier ci-après :

Dates de paiement	Répartition des assurés selon l'ordre alphabétique
Lundi 07 septembre 2020	De A à D
Mardi 08 septembre 2020	De E à L
Mercredi 09 septembre 2020	M
Jeudi 10 septembre 2020	De N à O
Vendredi 11 septembre 2020	De P à Z


Cependant, le transport des assurés du siège vers les agences ne se fera pas durant cette échéance. Les assurés sont donc invités à se rendre eux-mêmes, directement à leurs agences respectives.

La CNSS tient à rappeler vivement que des consignes strictes seront imposées afin que le paiement se déroule dans des conditions maximales visant à réduire les risques liés au COVID-19. Elle en appelle donc au sens aigu de discipline et de responsabilité de chacun pour l'intérêt de tous.

Notre ambition: mieux vous servir

Fait à Libreville le 28 août 2020

LE DIRECTEUR GENERAL



Romaric Ghislain YOUNMOMBO DOT

Boulevard de l'Indépendance • B.P. 04 Libreville - Gabon • Tél : (+241) 01 79 12 00 • Fax : (+241) 01 74 64 25
Centre d'appels : 142 • Cellule plaintes clients : 143 • www.cnss.ga • Facebook : cassenationaledestourtoisecodegabon-officiel